



Bruxelles / Ouagadougou, juin 2015

L'UNION EUROPÉENNE RENFORCE SON SOUTIEN À LA TRANSITION AU BURKINA FASO

L'Union Européenne renforce son soutien au gouvernement de transition du Burkina Faso, avec la signature d'un accord d'appui budgétaire de 120 millions EUR (78,7 milliards FCFA) pour une période de 18 mois, financé sur le 11^e Fonds européen de développement. Cet appui budgétaire a été mis en place rapidement pour consolider les acquis démocratiques du pays, suite à l'insurrection populaire de fin octobre 2014. A travers l'octroi de cette enveloppe budgétaire, il s'agit de favoriser une nécessaire stabilité politique, économique et sociale.

L'Union européenne soutient le développement du Burkina Faso à travers diverses modalités et notamment, par le biais des appuis budgétaires, c'est-à-dire des contributions directes au budget de l'Etat, qui alimentent les ressources budgétaires en complément des recettes internes. Le dialogue entre l'Union européenne et le Gouvernement mené autour de ces appuis budgétaires, se déroule de manière étroitement coordonnée avec d'autres partenaires techniques et financiers, engagés dans un dialogue régulier avec les autorités nationales. .

L'appui budgétaire qui vient d'être signé par le Ministre de l'Economie et des Finances et l'Ambassadeur de l'Union européenne, permettra de garantir des fonds additionnels au budget de l'Etat, déficitaire en 2015 et fortement affecté par une importante baisse des recettes internes. Ces fonds serviront notamment au maintien des services publics de base pour la population burkinabè et pourront contribuer à l'organisation des élections prévues en octobre prochain, préparant ainsi la fin de la transition.

Deux décaissements sont prévus: un premier de 70 millions EUR (45,9 milliards de FCFA) dès juillet 2015, et un deuxième de 50 millions EUR (32,7 milliards de FCFA)

Délégation de l'Union Européenne au Burkina Faso

01 BP 352 Ouagadougou 01
Tél . 50 49 29 00 Fax : 50 49 29 99
Site web : www.delbfa.ec.europa.eu
E-mail : delegation-burkina-faso@ec.europa.eu

L'Union européenne est constituée de 28 Etats membres, qui ont décidé de mettre graduellement en commun leur savoir-faire, leurs ressources et leur destin. Ensemble durant une période d'élargissement de plus de 50 ans, ils ont construit une zone de stabilité, de démocratie et de développement durable tout en maintenant leur diversité culturelle, la tolérance et les libertés individuelles.

L'Union européenne est déterminée à partager ses réalisations et ses valeurs avec les pays et les peuples au-delà de ses frontières.

pour le début de l'année 2016. Ces décaissements seront effectués si les conditions générales liées à la poursuite de la mise en œuvre de la politique nationale et la bonne gestion des fonds publics sont remplies, tout comme la stabilité macroéconomique et la transparence budgétaire.

De plus, des conditions particulières permettront de mettre l'accent sur l'indépendance de la justice, la transparence, le contrôle des biens publics et la lutte contre la corruption. Il s'agit de transmettre une situation assainie au prochain gouvernement élu.

L'Ambassadeur de l'Union européenne a déclaré que cet appui s'inscrit à la fois dans la continuité du soutien de l'Union européenne au Burkina Faso, mais est également "exceptionnel", compte tenu du contexte lui-même exceptionnel de la transition, avec pour objectif de donner au gouvernement les moyens de satisfaire les besoins de la population et d'organiser des élections en octobre prochain.

En effet, dans un contexte de transition et d'attentisme des investisseurs, les perspectives économiques ont été revues à la baisse pour 2015. Cela se traduit par une diminution des recettes de l'Etat et un besoin de financement important, qui sera en partie comblé par cet appui budgétaire anticipé.

L'appui budgétaire dont la convention de financement est signée aujourd'hui, fait partie de l'enveloppe de 623 millions EUR (408,6 milliards FCFA) allouée dans le cadre du Programme indicatif national (PIN) 2014-2020, signé en septembre 2014 et financé par le 11^e Fonds européen de développement (FED). Le PIN se concentre sur trois secteurs: la bonne gouvernance, la santé et la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

En complément du présent appui budgétaire, une assistance technique d'un montant de 5,5 millions EUR (3,6 milliards FCFA) financée par l'Instrument contribuant à la stabilité et la paix, soutient la Commission électorale nationale indépendante (CENI), la société civile et les médias pour l'organisation et le suivi des prochaines élections. Une mission d'observation électorale, financée par l'Instrument Européen pour la Démocratie et les Droits Humains, devrait également déployée.

Le soutien de l'Union européenne sous le 10^e FED (2008-2013), avec plus de 692 millions EUR (454 milliards FCFA), a donné des résultats encourageants. Entre 2009 et 2014, le taux de scolarisation des filles est ainsi passé de 71 % à 83 %, le taux d'enfants malnutris a diminué de 26 % à 20 %, et le taux d'accès à l'eau potable en zone rurale a quant à lui augmenté de 54 % à 64 %.